



Tensions entre les grandes nations européennes et les États-Unis après la conférence de l'OTAN

Les ministres des Affaires étrangères acceptent de reprendre les discussions avec la Russie

Par [Stefan Steinberg](#)

Mondialisation.ca, 08 décembre 2008

[WSWS](#) 8 décembre 2008

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Militarisation](#)

La conférence des ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN qui s'est tenue mardi et mercredi à Bruxelles a opposé une nouvelle fin de non-recevoir aux États-Unis sur la question de l'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine à l'organisation. Ce sommet de l'OTAN réunissant 26 ministres des Affaires étrangères a refusé de se plier à la pression exercée par la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice en faveur d'une acceptation rapide des deux pays de l'Europe de l'Est.

Au lieu de cela et à l'initiative d'un certain nombre de pays européens importants, parmi lesquels l'Allemagne, la France et l'Italie, la conférence a accepté de reprendre le dialogue avec la Russie. La décision finale de l'alliance atlantique d'engager « une reprise conditionnée et progressive des relations » avec Moscou a été le résultat d'un débat long et intense en coulisse entre, d'un côté, Rice - soutenue par le ministre des Affaires étrangères britannique et un certain nombre de pays d'Europe centrale et de l'Est - et, de l'autre, une alliance de pays d'Europe de l'Ouest emmenée par l'Allemagne et la France.

Ce sommet a également décidé que la Géorgie et l'Ukraine deviendraient membres de l'OTAN « plus tard » et confirmé que les commissions déjà existantes au sein de l'OTAN aideraient les deux pays sur le « long » chemin de l'adhésion à l'OTAN.

Révéla à quel point ce processus de préparation à l'adhésion pourrait être « long », le journal Allemand *Süddeutsche Zeitung* faisait remarquer mercredi dans un article favorable à la décision de l'OTAN : « Il était tout à fait raisonnable de s'y opposer [à toute adhésion rapide]. En réalité, il n'y a aucun fondement à une accélération mais il en existe à un ralentissement. L'Ukraine est très loin, à des générations, de l'OTAN. Et tant que la Géorgie sera en conflit avec les provinces rebelles d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie, elle ne sera pas acceptée par l'alliance, parce que personne ne veut être attiré dans une nouvelle guerre au Caucase. Il faudra des dizaines d'années pour désamorcer la situation. »

En avril dernier déjà, les plans américains pour une admission rapide de ces deux pays d'Europe de l'Est avaient été rejetés par une majorité d'États européens emmenés par l'Allemagne lors du sommet de Bucarest. Durant les débats ardents de ce sommet, les États-Unis et leurs alliés avaient accusé l'Allemagne en particulier d'être « naïve » et « trop confiante » envers la Russie.

En août de cette année, les États-Unis et leurs alliés européens avaient rapidement

entrepris de vilipender la Russie comme étant l'agresseur dans le conflit avec la Géorgie. La campagne médiatique et politique concertée pour soutenir les mensonges de la propagande du président géorgien Mikheil Saakachvili était dirigée par George Bush et avait reçu le soutien du candidat démocrate à la présidence, Barack Obama.

Depuis l'éclatement de ce conflit, les preuves s'accumulent qui tendent à montrer que l'invasion de l'Ossétie du Sud par la Géorgie était l'aboutissement d'un plan longuement mûri pour l'occupation de la république rebelle. Encore récemment, l'ex-émissaire géorgien en Russie, Erosi Kitsmarishvili, déclarait lors d'une audition devant le Parlement géorgien : « Les autorités américaines ont donné le feu vert à une opération militaire en Ossétie du Sud. »

Durant les préparations du dernier sommet de l'OTAN à Bruxelles, le ministre des Affaires étrangères allemand, Frank-Walter Steinmeier, affirma très clairement qu'il n'y aurait aucun changement dans la politique d'opposition allemande à une adhésion rapide de la Géorgie et de l'Ukraine. À Bucarest en avril, Steinmeier avait remarqué qu'il y avait quelques « rudes objections » visant l'Allemagne, mais qu'il serait absurde d'insinuer que lui-même ou le gouvernement allemand seraient « naïf ou ignorant » en ce qui concerne la Russie. « Je suis et resterai fermement convaincu qu'il serait mauvais d'isoler la Russie », a-t-il conclu.

Dans des commentaires pour le quotidien allemand *Der Spiegel*, Steinmeier a décrit les tensions entre l'Europe et la Russie à la suite de la guerre Russo-géorgienne comme un « conflit intra-européen inutile » et évoqué les mots du secrétaire à la Défense américain Donald Rumsfeld, qui au moment de la guerre en Irak avait fait la distinction entre la « vieille » Europe (les nations d'Europe de l'Ouest prédominantes) et la « nouvelle » (la Grande-Bretagne et les pays d'Europe de l'Est). Cette fois-ci, remarquait Steinmeier, « C'est la Vieille Europe qui a ramené la procédure à la raison. »

Pendant que le ministre des Affaires étrangères allemand déclarait qu'il n'y aurait aucune concession de la part de son gouvernement en ce qui concerne la Géorgie et l'Ukraine, l'ambassadeur russe à l'OTAN, Dmitry Rogozin, réagissait avec jubilation à la décision du sommet : « Il y a une fracture ouverte dans l'OTAN et elle va s'élargir si l'OTAN essaye de s'étendre encore plus », a-t-il déclaré à la télévision nationale Vesti-24. Puis il a ajouté : « Les plans de ceux qui avaient adopté une attitude froide envers la Russie ont été déjoués. »

Si l'Allemagne, alliée à la France et à l'Italie, a été capable de résister à la pression des États-Unis sur la question de l'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN, Washington a pu obtenir un accord sur ses plans pour installer un bouclier de défense anti-missiles en Europe malgré l'opposition virulente de la Russie. Le communiqué du sommet concernant le bouclier de défense a été signé par l'ensemble des 26 États de l'OTAN mais, autre indication de l'existence de tensions en coulisse, il a été révélé que le communiqué final avait été réécrit 22 fois.

En dépit des concessions faites aux États-Unis sur son bouclier anti-missiles, il est clair que le sommet de l'OTAN à Bruxelles représentait une nouvelle étape dans la montée des tensions entre les grandes puissances des deux côtés de l'Atlantique.

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, les États-Unis ont poursuivi une politique d'encerclement militaire et politique systématique de la Russie. Durant la Guerre froide, et avant la désintégration de l'Union soviétique, l'influence militaire directe des

États-Unis s'arrêtait à la frontière est-allemande. Depuis lors, les États-Unis ont étendu leur présence militaire de quelque 1200 kilomètres vers l'Est, ils disposent maintenant de troupes de l'OTAN en Estonie, directement sur la frontière russe.

Depuis quelque temps, les nations d'Europe occidentale, largement dépendantes des livraisons de pétrole et de gaz russes, assistent à ce processus d'encerclement progressif par Washington avec une inquiétude croissante. L'Allemagne est le principal partenaire commercial de la Russie. Il y a tout juste deux mois, la chancelière allemande Angela Merkel est allée en Russie signer un contrat de première importance entre la firme allemande E.ON et l'entreprise énergétique d'Etat russe Gazprom pour l'exploitation des immenses réserves du champ gazifère de Yuzhno-Russkoye en Sibérie. Les répercussions de la crise financière internationale ont également eu pour conséquence de dégrader les relations entre les États-Unis et l'Europe avec la montée des lobbies protectionnistes des deux côtés de l'Atlantique.

Dans un récent article du *New York Times*, Angela Stent (officier en chef en charge de la Russie au Conseil national des services du renseignement des États-Unis de 2004 à 2006) fit référence aux tensions exacerbées et donna un conseil au prochain président américain : « Il y a de sérieux désaccords entre Washington et Berlin, et Moscou ne peut qu'en profiter s'il n'y a pas de meilleure coordination... L'administration Obama devrait travailler avec les Allemands lorsqu'elle réévaluera la politique américaine à l'égard de la Russie. »

En fait, il y a peu d'indications que la présidence d'Obama inversera la stratégie de confrontation politique et de provocations militaires contre la Russie inaugurée par le président Bush. Obama avait poursuivi son soutien à la ligne de la Maison-Blanche sur le conflit entre la Russie et la Géorgie en rejoignant le chœur de ceux qui appelaient à une adhésion rapide de ce pays à l'OTAN. Pour ne rien arranger, son équipe chargée de la politique étrangère comprend plusieurs personnalités représentant une continuité bipartisane avec les politiques adoptées par la Maison-Blanche sous Bush.

Déjà en avril 2008, la rivale d'Obama chez les démocrates, Hillary Clinton (maintenant nommée au poste de secrétaire d'Etat), avait déclaré qu'elle était « profondément troublée » par l'activité russe en Abkhazie et en Ossétie du Sud, qui selon elle sapait « l'intégrité territoriale » de la Géorgie. Clinton alla jusqu'à demander au président Bush de « montrer notre soutien » au gouvernement géorgien. Elle critiqua aussi le gouvernement russe pour s'être engagé dans une « campagne de pressions visant à empêcher l'Ukraine de chercher à établir des liens plus profonds avec l'OTAN ».

En ce qui concerne le système de défense anti-missiles, le quotidien conservateur tchèque *Lidové*, a écrit que la décision de soutenir le système au sommet de Bruxelles est « une mauvaise nouvelle pour les opposants au projet et ceux qui pensaient qu'après l'élection de Barack Obama il y aurait un changement de direction dans la politique étrangère américaine. La nomination des partisans du système de défense Hillary Clinton et Robert Gates (respectivement secrétaires d'Etat et à la Défense) montre que, au moins sur ce point, le changement dans la politique de Washington dont on parle tant, ne se produira pas. »

Contrairement aux espérances de larges sections des médias, la présidence Obama ne fera pas grand-chose pour relâcher les tensions des deux côtés de l'Atlantique. En fait, des commentaires du secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, après le sommet, indiquaient quelle serait la prochaine zone de conflit entre l'Europe et les États-Unis.

Selon de Hoop Scheffer, il y avait unanimité à l'OTAN sur sa participation en Afghanistan, mais il n'a laissé aucun doute sur le fait que le président Obama demandera un engagement plus important en troupes et en argent aux alliés européens. « Il est clair comme du cristal que nous avons besoin de plus de troupes en Afghanistan », a-t-il déclaré, ajoutant qu'il n'avait aucun doute que M. Obama allait « faire sonner les téléphones dans toutes les capitales européennes ».

« Les alliés doivent faire mieux, je veux voir l'équilibre dans cette alliance. Je ne veux pas seulement voir plus de troupes américaines. Il faut que ce soit un renforcement des moyens à la fois militaires et civils, et ce qui m'inquiète un peu, c'est que les alliés de ce côté de l'océan auront du mal à être à la hauteur de l'effort supplémentaire que la nouvelle administration pourrait fournir en Afghanistan. »

Il y a déjà une opposition considérable dans les capitales européennes à une implication plus profonde dans le borbier afghan sous la direction des États-Unis. L'Allemagne, la France et l'Italie sont tout à fait prêtes à mener des campagnes militaires, y compris en Afghanistan. Cependant, à Berlin, Paris et Rome il s'exerce une pression politique de plus en plus forte pour que les gouvernements européens se libèrent de l'emprise de l'impérialisme américain afin de poursuivre librement leurs propres intérêts à travers le continent.

Article original en anglais, WSWS paru le 5 décembre 2008.

© WSWS.

La source originale de cet article est [WSWS](#)
Copyright © [Stefan Steinberg](#), [WSWS](#), 2008

Articles Par : [Stefan Steinberg](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca